

**COLLECTIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET
ACTEURS DE LA MIGRATION (C.O.S.C.A.M) DÉNOMMÉ
« LU WARAL LII »**

**COMMUNIQUE DE PRESSE SUR LE DRAME DES MIGRATIONS
DITES IRREGULIERES**

Depuis deux (2) mois, nous assistons, au Sénégal, à un accroissement au quotidien de pirogues se rendant aux îles Canaries (Espagne), avec plus de 200 morts au moins selon nos estimations.

La dernière collision entre un navire de la marine sénégalaise et une pirogue, remplie de jeunes sénégalais en majorité ainsi que d'autres africains de la sous-région a occasionné une quarantaine de morts.

Nous adressons nos sincères condoléances aux familles éplorées, aux peuples du Sénégal et d'Afrique qui perdent encore ainsi une partie importante de leurs forces vives. Qu'ils reposent en paix. Amine.

Face à ces drames, les autorités n'ont aucune autre attitude que de « criminaliser » les jeunes sous le prétexte fallacieux qu'ils sont partis sans informer. Cette honteuse et arrogante position reflète en fait l'incapacité durable des pouvoirs publics à trouver des réponses adéquates face aux besoins d'emplois décents des jeunes et d'exigence accélérée de réduction des inégalités sociales.

Toutes les politiques mises en œuvre accroissent ces inégalités comme le montre la nébuleuse autour des licences de pêche qui ont détruit le patrimoine halieutique du pays et démantelé la pêche artisanale.

En réalité, l'absence d'une politique migratoire tournée vers ces questions se traduit par du pilotage à vue et transforme le pays en gouffre à milliards obtenus de la coopération internationale.

Force est de constater pour le déplorer qu'il n'y a aucune transparence sur ces fonds, aucune efficacité depuis le Sommet de la Valette suivie entre autres de l'adoption du Pacte mondial sur les migrations. Sinon des ministères hypertrophiés, des actions sans impact positif, un décalage avec les attentes des jeunes en particulier. Tout ceci nourrit et enrichit des trafiquants sans scrupule.

L'Etat est responsable de tous ces maux.

C'est pourquoi, nous organisations regroupées au sein du collectif « **Lu waral lii** »,
Dénonçons :

- Les inégalités sociales qui augmentent au sein de la société sénégalaise renforcées par la présence d'entreprises privées étrangères dont la plupart ne privilégient pas les sénégalais dans le recrutement et ne respectent pas la législation du Travail.
- Des réponses inefficaces des pouvoirs publics sur la question migratoire
- La stigmatisation des migrants dans le discours politique et médiatique à travers l'utilisation de terminologies inappropriées et discriminatoires comme « migrants clandestins » ou « migration clandestine »
- L'absence d'une véritable politique migratoire, réellement inclusive, centrée principalement sur un développement national au service des sénégalais, pour faire face aux attentes des jeunes en particulier
- Les pratiques nébuleuses dans la gouvernance de la migration
- Les licences de pêche accordées aux bateaux étrangers qui pillent nos ressources
- Le trafic ignoble de migrants

Appelons à une mobilisation générale contre ces fléaux, pratiques et politiques.

Nous exigeons,

- La publication de tous les projets gérés par l'État avec les montants, les sources de financement et les ministères qui en assurent la gestion
- Un audit des fonds obtenus de la coopération internationale depuis 5 ans au moins
- La publication de tous les accords (de réadmission) signés avec les pays européens, l'Union européenne, le Frontex,..
- La nécessité de rendre publiques les activités menées par l'agence Frontex au Sénégal
- Une évaluation indépendante des fonds reçus de la Coopération internationale depuis 2015.
- La mise en place d'un Cadre de concertation permanente incluant la Société civile, la diaspora, sans ostracisme, ni copinage politique.
- L'élaboration d'une politique de migration de travail
- Les États généraux de la migration en lien avec le développement durable.

Lançons un appel à toute la société civile, aux migrants, aux communautés, aux regroupements socio-professionnels, à toutes les associations de jeunes, femmes, aux organisations syndicales et de la société civile ainsi qu'aux mouvements sociaux pour des alternatives durables en vue de relever les défis liés à la migration.

Fait à Dakar, le 03 Novembre 2020

Signataires :

1. Réseau Migration Développement (REMIDEV)
2. DIADEM
3. UNSAS

4. Cadre d'Action et de Réflexion Intersyndicales sur la Migration (C.A.R.I.S.M)
5. Association Sénégalaise de Solidarité des Émigrés de Retour (A.S.S.E.R)
6. Cercle d'Etudes et de Recherches sur les Migrations (C.E.R.MI)
7. REDDEM
8. Point d'Accueil pour les Réfugiés et Immigrés (P.A.R.I)
9. Association MIGDEV (Yaraakh)
10. Union pour la Solidarité et l'Entraide (U.S.E)
11. Action Humaine pour le Développement intégré au Sénégal (A.H.D.I.S)
12. Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal (C.N.T.S)
13. Action Aid Sénégal
14. Délégation Sahel
15. ONG Hahatay de Gandiol, Saint Louis
16. A.F.E Pikine (Saint Louis)
17. Association Keur Talibé Ndar, Saint Louis
18. Académie Banlieue Culture (A.B.C) de Yeumbeul
19. Association des Journalistes en Migration et Sécurité (A.J.S.M)
20. PAALAE
21. Association des Jeunes Rapatriés de Thiaroye (A.J.R.A.P)
22. Afrique Sans Frontières (A.S.F)
23. ASRADEC
24. Réseau Droit au Développement pour d'autres Alternatives (R.E.D.A)
25. Association des Migrants de Retour de Tambacounda
26. Cadre départemental de concertation sur les questions migratoires (Vélingara)
27. Association ADESC de Saré Coly Sallé (Vélingara)
28. Forum Social sénégalais

Contacts :

- **Moustapha Kémal KEBE**
+221 77 674 18 25 / kamalkebe@yahoo.fr
- **Fambaye NDOYE**
+221 77 568 26 86 / +221 76 835 35 87
faelt1@hotmail.com